

Maingain enterre le mariage à trois

Dossier réalisé par Mathieu Colleyn

“Ce n’est pas à moi de prendre l’initiative, on est le seul parti à avoir mis sur table un texte de référence.”

Olivier Maingain
Président de Défi.

■ Défi refuse de s’asseoir à la table des seuls MR et CDH pour former une majorité à la Communauté française. Mais humanistes et libéraux s’obstinent.

■ Olivier Maingain estime son parti trop faible pour peser dans une majorité MR-CDH-Défi.

Bienvenue dans le borbier francophone

Les politiques ne sont pas près de sortir du borbier francophone. Hier, à l’issue de son bureau de parti, Olivier Maingain a répondu par la négative à une collaboration exclusive avec le CDH et le MR en vue de former de nouvelles majorités à la Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région bruxelloise. A nouveau, et pour ceux qui ne l’auraient pas encore compris, Défi souhaite que l’avenir de la Communauté française se décide via une large association de partis francophones. Pour Olivier Maingain, les exclusives (MR et CDH souhaitent laisser le PS au bord

du chemin) mettent en péril l’action de la Fédération Wallonie-Bruxelles. “Ce n’est pas à moi de prendre l’initiative, on est le seul parti à avoir mis sur table un texte de référence”, a-t-il ajouté. Les 80 propositions pour la Communauté déposée la semaine dernière par le parti Défi rencontrent un accueil favorable dans les autres partis, assure-t-on chez les amarantes.

Ce refus est bien sûr plus embarrassant pour le CDH, dont le président, Benoît Lutgen, n’est toujours pas parvenu à exclure le Parti socialiste des gouvernements communautaire et bruxellois. Avec son homo-

logue du MR, Olivier Chastel, il répondait de manière un brin surréaliste en invitant Olivier Maingain à “une première rencontre dans les meilleurs délais afin d’ouvrir une discussion approfondie sur les différentes demandes et propositions”. Contacté par “La Libre”, l’intéressé a réagi rapidement : “On ne change pas de position, nous maintenons l’invitation à la table pour l’ensemble des partis francophones”. Ci-dessous, quelques éléments pour comprendre la position de Défi. “Maingain est scotché au PS”, résumait-on côté CDH.

En ce début de semaine, le blocage est donc complet.

Pourquoi Défi et son président campent sur leurs positions

Il n’y a pas eu de concertation

1 L’appel du 19 juin de Benoît Lutgen a pris Olivier Maingain par surprise. Le président de Défi s’est toujours plaint de cette méthode choisie par son homologue du CDH alors que les deux partis sont partenaires de majorité en Région bruxelloise. Côté CDH, on prétend toutefois qu’entre les 17 et 19 juin, c’était un week-end, Benoît Lutgen a tenté de joindre Olivier Maingain à plusieurs reprises. Le 17, le président de Défi était sorti dans la presse pour réclamer la démission d’Armand De Decker à Uccle, ce que n’a pas apprécié le CDH (partenaire de Défi à la commune d’Uccle) qui aurait préféré une sortie concertée. Bref à ce moment-charnière du mois de juin, les relations entre les deux hommes étaient tendues.

Des majorités trop justes

2 L’arithmétique est la base de toute majorité. En Fédération Wallonie-Bruxelles, un attelage MR-CDH-Défi reposerait sur une majorité de deux sièges (49 sur 94). En Région bruxelloise, pareille majorité serait plus courte encore, avec 37 députés sur les 72 que compte le groupe francophone. C’est fragile et cela ne rassure pas Défi qui ne cesse, depuis le début de la législature, de souligner le manque de présence des députés MR dans les parlements. Défi et ses trois députés en Fédération Wallonie-Bruxelles s’estiment, par ailleurs, trop faibles pour peser significativement sur l’action politique de l’institution.

Le contentieux avec le MR est trop lourd

3 L’accord de 2011 sur la sixième réforme de l’Etat avait conduit au divorce entre FDF (aujourd’hui Défi) et MR, associés depuis les années 1990 au sein d’un cartel. Les amarantes avaient refusé de voter la réforme (qui scindait l’arrondissement électoral de BHV, notamment), au contraire des libéraux. Les élections de 2014 ont ensuite scellé une alliance entre la N-VA et le MR que Défi ne cesse de dénoncer. Un remariage avec le MR poserait donc un problème politique aux amarantes dont l’électorat et la base militante sont allergiques au nationalisme flamand. Un conflit au sujet de la dotation aux partis oppose par ailleurs toujours Défi et MR.

La volonté de noyer le CDH à Bruxelles

4 C’est une tentation bien présente à l’intérieur de Défi : laisser le CDH au milieu du gué, à l’intérieur des majorités actuelles à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette situation ne laisse que des mauvais choix à Benoît Lutgen : faire démissionner ses ministres, au risque de plonger les deux gouvernements dans l’immobilisme; ou se maintenir dans les majorités actuelles pour garder les institutions à flot, avec le risque de s’exposer à un procès en incohérence. Une situation qui pourrait faire exploser le CDH bruxellois au profit – d’un point de vue électoral – de Défi et du MR. Ce dernier a toutefois trouvé dans le CDH un partenaire francophone inespéré et a donc aussi intérêt à le garder.

Pas assez de temps pour mener des réformes

5 Changer de majorité. OK, mais pour quoi faire ? Chez Défi, un consensus existe autour de l’idée qu’il va être difficile de créer, durant les 21 mois qui nous séparent des prochaines élections régionales et fédérales, un élan de réforme crédible. Qui plus est avec un scrutin communal intercalé dans l’intervalle. C’est vrai à la Fédération Wallonie-Bruxelles où les amarantes se demandent comment concilier le Pacte d’excellence avec certaines prises de position du MR. C’est vrai à la Région de Bruxelles Capitale où Défi se sent lié par un accord de majorité qui permet à Didier Gosuin de s’épanouir et au parti d’asseoir une crédibilité de parti gestionnaire.

Des incompatibilités de personnes

6 La séparation MR/Défi est intervenue au terme d’une période de vives tensions internes chez les libéraux qui se déchiraient alors entre pro-Michel et pro-Reynders. Le FDF d’Olivier Maingain avait, alors, choisi de soutenir l’aile reynderienne du MR, ce qui a terminé de miner les relations interpersonnelles entre Olivier Maingain et Charles Michel. Or c’est ce dernier qui a fini par emporter le leadership dans son parti. Ces relations ne se sont pas sensiblement améliorées depuis. Même si des contacts MR/Défi se sont maintenus à divers niveaux depuis, le contentieux Maingain/Michel ne semble toujours pas de l’histoire ancienne.

Maingain s’entend bien avec Onkelinx

7 Ce fut un des grands enseignements de la campagne et des élections de 2014. Un axe très bruxellois s’est alors constitué entre Olivier Maingain et Laurette Onkelinx, alors que le PS n’était pas encore touché par les affaires. Cette alliance était naturelle pour Défi, en rupture avec le MR, et pour le PS qui ne souhaitait pas travailler avec le MR bruxellois. Dans le microcosme, on a rapidement soupçonné un accord préélectoral de deux législatures au moins entre les deux partis dans la capitale. Laurette Onkelinx semble aujourd’hui irrémédiablement abîmée mais la loyauté à ce mariage de raison pourrait expliquer les réticences de Défi à changer de majorité.

Le refus de faire la courte échelle à la N-VA

8 C’est un élément d’analyse : le CDH offre un soutien potentiel inespéré au MR, qui envisage naturellement de reconduire le mandat de Charles Michel à la tête du gouvernement fédéral après les élections législatives de 2019. Un retour au pouvoir, au niveau fédéral, pourrait faire partie des calculs du CDH. Trop faible (deux députés à la Chambre) pour peser au niveau national, Défi n’entend pas renforcer un axe MR-CDH qui remettrait la N-VA au pouvoir en scellant une éventuelle alliance dans les entités fédérées. Par ailleurs, un accord à la Communauté ouvrirait un débat en Région bruxelloise où Défi veut le maintien de la majorité néerlandophone qui exclut la N-VA.